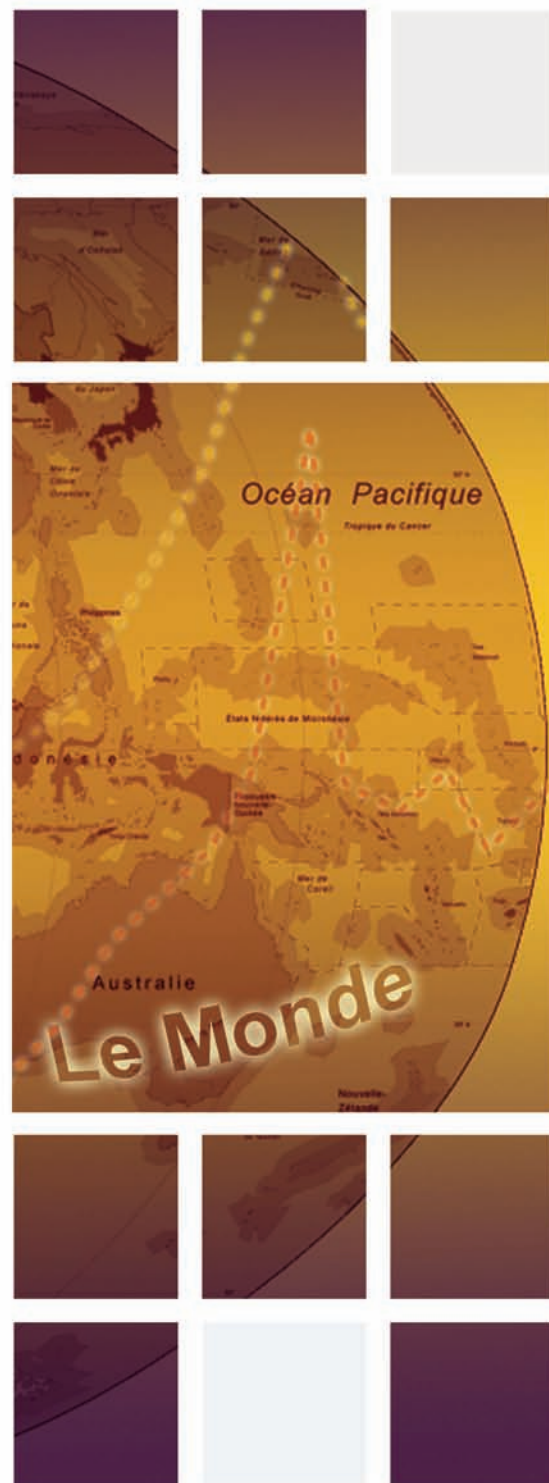


Points forts

02

De la Polynésie française

BILAN
ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL
2014



2014, UNE ANNÉE DÉCEVANTE

Confrontée à une croissance hésitante dans la zone euro, à une chute des prix du pétrole et à l'intensification des tensions géopolitiques, la croissance mondiale a été plus faible que prévu en 2014. Selon les premières estimations du FMI, elle est stable à 3,3 %. Tandis que l'activité gagnait de la vitesse aux États-Unis et au Royaume-Uni, avec l'amélioration du marché du travail et à la poursuite de politiques monétaires extrêmement accommodantes, la reprise piétinait dans la zone euro et au Japon en raison des effets persistants de la crise financière conjugués aux blocages structurels. Pour sa part, la Chine traverse une phase de ralentissement soigneusement gérée.



INSTITUT
DE LA
STATISTIQUE
DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE



UNE ANNÉE DÉCEVANTE

Selon les premières estimations, la croissance de l'économie mondiale devrait s'établir légèrement au-dessus de 3 % en 2014, soit un rythme équivalent à celui des trois dernières années. Ce résultat reste toutefois en dessous des prévisions. Le contexte non inflationniste, les politiques monétaires expansionnistes, les politiques budgétaires moins restrictives et la meilleure situation financière des entreprises à l'échelle mondiale ont été autant de facteurs favorables à une accélération de l'activité. Autre facteur propice, la chute des prix du pétrole : le ralentissement de la croissance chinoise et la montée en puissance de la production de pétrole de schiste aux États-Unis ont provoqué une chute du prix du pétrole depuis l'été 2014, provoquant un vaste transfert de pouvoir d'achat entre pays exportateurs et importateurs nets. Il renforce également les forces désinflationnistes.

La croissance économique demeure inégale selon les économies, et cette désynchronisation explique l'absence d'une franche accélération de la croissance mondiale.

En effet, avant même la chute du pétrole, une redistribution de la croissance mondiale s'est opérée. Celle des économies développées, États-Unis et Royaume-Uni en tête, accélère à nouveau tandis qu'elle faiblit dans les pays émergents, situation qui contribue à la baisse des cours des matières premières. La Chine est la première à être concernée par ce ralentissement, qui ne l'a toutefois pas empêché de devenir, en 2014, la première puissance économique mondiale en termes de Parité Pouvoir d'Achat (PPA). Le décrochage majeur est venu des pays émergents souffrant de forts déséquilibres structurels, dont les devises se sont retrouvées en difficultés à partir de l'été 2013 (Brésil, Inde, Indonésie, Turquie, Afrique du sud, Russie...).

Aux États-Unis et au Royaume-Uni, les conditions de la croissance paraissent réinstallées, suffisamment pour pouvoir amorcer le tournant du relèvement des taux directeurs. Le Japon et la zone euro n'ont pas encore pris ce tournant. L'enjeu central reste pour eux la relance de l'investissement.

La France est en décalage. En panne d'investissement, notamment en construction, et en l'absence de redressement de la compétitivité extérieure de ses entreprises, l'économie française affiche une croissance légèrement inférieure à celle de la zone euro.

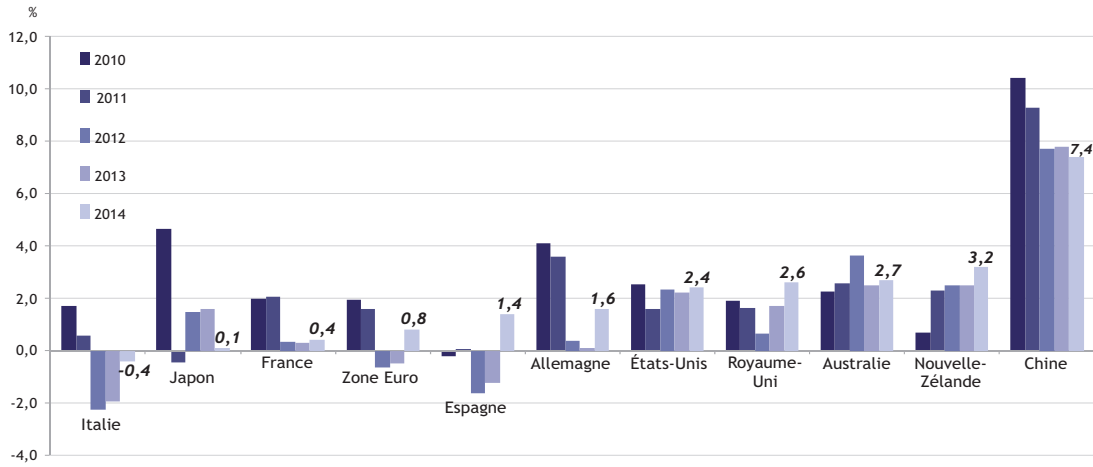
En 2014, les tensions géopolitiques se renforcent avec le conflit en Ukraine suivi de sanctions économiques envers la Russie, dont la monnaie enregistre une chute historique, et dont l'économie flirte avec la récession. Enfin, les taux de changes ont été vivement modifiés, le dollar et le yuan progressant contre presque toutes les autres devises. Les cours de l'euro et surtout du yen ont fortement baissé.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES - 2014

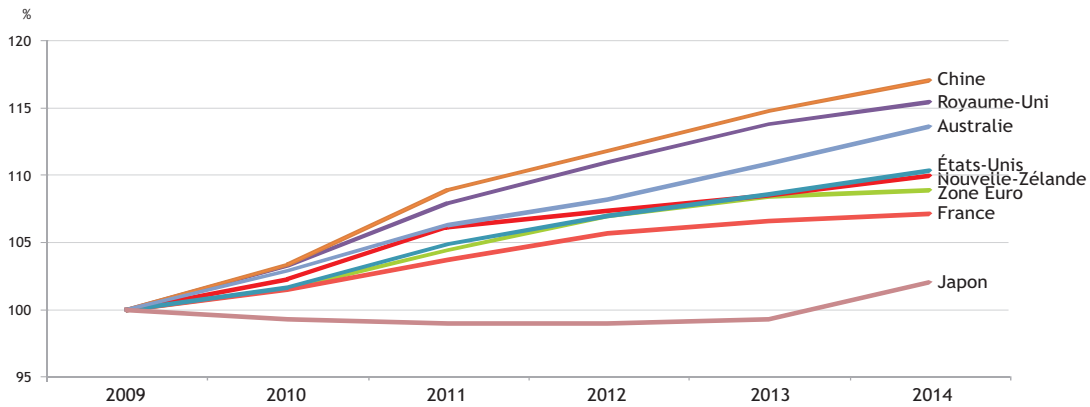
	PIB (estimations OCDE)	Indice des prix à la consommation	Taux de chômage	Taux directeur	Variation en un an
	Taux de croissance annuel	en moyenne annuelle	en fin d'année	Banques centrales	
Unité :	%	%	%	%	points
Monde	3,3	-	-	-	-
États-Unis	2,4	1,6	5,6	0,25	0,0
Zone Euro	0,8	0,4	11,4	0,05	- 0,2
France métropolitaine ¹	0,4	0,5	10,3	0,05	- 0,2
Royaume-Uni	2,6	1,5	5,9	0,50	0,0
Japon	0,1	2,7	3,6	0,00	0,0
Australie	2,7	2,6	6,1	2,50	0,0
Nouvelle-Zélande	3,2	1,3	5,4	3,50	- 1,0
Chine	7,4	2,1	4,1 ²	5,60	- 0,4

1 : Les Départements d'Outre-Mer sont inclus pour le taux de chômage et l'indice des prix.
2 : Taux de chômage urbain (seul taux officiel).

CROISSANCE DU PRODUIT INTÉRIEUR BRUT (PIB) EN VOLUME
% de changement par rapport à l'année précédente



INDICE DES PRIX À LA CONSOMMATION
Taux de croissance annuel (%), base 100, année 2009



TAUX DE CHÔMAGE
% de la population active



Source : Fonds Monétaire Internationale (FMI)

ÉTATS-UNIS : une croissance soutenue

Les États-Unis conservent une croissance solide de 2,4 % en 2014 (après 2,2 % en 2013). Celle-ci a été tirée par une hausse constante de la consommation, la politique accommodante de la Réserve Fédérale (Fed), et la baisse des prix de l'essence. L'exploitation du gaz de schiste joue un rôle important dans cette reprise de l'économie et de l'emploi.

Dans un contexte où l'inflation ne menace pas, et où l'emploi et la consommation donnent des signes encourageants, la Réserve Fédérale (Fed) a poursuivi sa politique de rachats de dette publique à long terme, et de taux d'intérêt proche de zéro dans un pays où le consommateur est très sensible au coût du crédit. Grâce au retour de conditions de crédit plus faciles, les Américains achètent à nouveau autant de véhicules qu'en 2006. L'effondrement des prix de l'essence depuis juin (au plus bas depuis avril 2009) est venu renforcer le moral des ménages américains, au plus haut depuis janvier 2004. Si bien que la chute des prix de l'énergie aura un impact positif de 0,5 % sur la croissance américaine.

La reprise de la croissance américaine repose donc sur une demande interne robuste, mais aussi une véritable renaissance de l'industrie, à l'instar de l'automobile, dont les entreprises tournent à 90 % de leurs capacités. Les entreprises profitent elles aussi de la modération des coûts de l'énergie liée au développement des gaz de schistes et à la chute des cours du pétrole, mais aussi d'une faible hausse des salaires. Avec près de 500 000 forages d'exploitation de gaz de schiste actifs, les États-Unis disposent d'immenses réserves, et devançant la Russie en tant que premier producteur mondial de gaz. Pour la première fois cette année, le pays a exporté plus de gaz et de pétrole qu'il n'en a importé.

Profitant de cette manne, l'économie américaine a créé près de trois millions d'emplois en 2014, du jamais vu depuis 15 ans. Le taux de chômage est au plus bas depuis juin 2008, à 5,6 % de la population active. Cependant, ce résultat est à nuancer par la baisse du taux d'activité : il a atteint 62,7 %, son niveau le plus faible depuis les années 1970. Ceci explique en grande partie la baisse du taux de chômage. Un nombre important d'Américains, découragés de ne pas trouver d'emploi, disparaissent des statistiques officielles du chômage.

Dans le même temps, le salaire horaire moyen a augmenté de 1,7 % en 2014, soit la plus faible progression depuis octobre 2012. Avec une inflation de 1,3 %, le pouvoir d'achat des salariés ne progresse pas. Ces évolutions de salaires sont étroitement surveillées par la Réserve Fédérale, qui estime que sa faible progression est un signe que le marché de l'emploi reste convalescent. Ainsi le marché du travail n'est pas encore assez dynamique pour exercer une pression sur les employeurs et ainsi augmenter les salaires.

En revanche, la chute brutale des prix de l'énergie va procurer aux ménages un supplément de pouvoir d'achat bienvenu dans ce contexte.

Mais l'impact énergétique va jouer aussi dans un sens inverse. Les entreprises du secteur pétrolier ont déjà prévenu qu'elles allaient diminuer leurs investissements en 2015. Depuis 2011, l'industrie pétrolière dans son ensemble a créé 780 000 emplois, soit un bond de 50 %, alors que la progression dans les autres secteurs n'a été que de 7 %. Le phénomène de baisse du prix du pétrole devrait encore s'amplifier dans les mois à venir et ainsi peser sur la dynamique générale de l'emploi.

Parallèlement, les inégalités continuent de s'aggraver. L'accaparement des richesses par un trop petit nombre finit par entraver à moyen terme l'activité et le développement d'un pays.

Le déficit public et commercial sont des freins à la croissance : si les échanges de produits énergétiques sont devenus excédentaires, ceux des autres produits demeurent déficitaires, notamment avec la Chine.

ZONE EURO : la reprise piétine

Sur l'ensemble de l'année, l'activité a progressé de 0,8 % (- 0,5 % en 2013). La zone euro manque ainsi toujours de dynamisme malgré la confirmation de sa sortie de « crise ». Les situations des États membres restent disparates : croissance en Allemagne, stagnation en France, récession en Italie, reprise en Espagne et au Portugal.

La croissance de l'économie française a été faible en 2014 (+ 0,4 %, après + 0,3 % en 2013). La consommation des ménages, traditionnel soutien à la croissance, ne progresse que très modérément, freinée par l'augmentation du taux de chômage et la faiblesse des dépenses d'énergie. L'investissement des entreprises continue de reculer en dépit de conditions de crédit plus favorables que dans la plupart des autres pays de la zone euro. Les entreprises ne parviennent pas à restaurer leurs marges bénéficiaires - qui figurent parmi les plus faibles de la zone euro -, les capacités de production restent sous-utilisées et la confiance des entrepreneurs demeure fortement entamée. Le nombre des défaillances d'entreprises se maintient à un niveau élevé bien qu'il semble amorcer une baisse en fin d'année. La construction concentre toujours le plus grand nombre de défaillances (33 % du total).

L'investissement résidentiel accuse une baisse plus marquée encore, fragilisant davantage le secteur de la construction.

Le gouvernement s'est engagé dans un processus de réforme, mettant le cap sur une politique de l'offre en vue de pallier le problème de compétitivité des entreprises. Ceci passe principalement par un allègement des charges des entreprises financé par des économies de dépenses. Les entreprises devraient également bénéficier d'une simplification des procédures administratives et le gouvernement examine un projet de loi sur la croissance et l'activité portant notamment sur la libéralisation du travail dominical et des professions réglementées du droit.

L'économie allemande croît de 1,6 % en 2014, son meilleur résultat depuis trois ans, malgré une année chaotique. Après de bons résultats en début d'année, l'économie a nettement ralenti au cours de l'été, frôlant même la récession. Le conflit en Ukraine y a contribué, pénalisant les exportations. Mais la conjoncture est redevenue plus favorable en fin d'année avec la baisse de l'euro et du cours du pétrole, mais aussi la bonne tenue du marché du travail et la hausse des salaires. Sur l'ensemble de 2014, la consommation des ménages a ainsi progressé de 1,1 %. Par ailleurs, les dépenses publiques, les investissements et surtout le bâtiment ont affiché une bonne santé tandis que le commerce extérieur a finalement peu contribué à la croissance en rythme annuel.

L'Italie est retombée en récession pour la troisième fois en six ans (- 0,4 % en 2014). Un nouveau décrochage de l'investissement et une diminution de la demande extérieure nette expliquent cette rechute. Des freins majeurs au véritable redémarrage de la croissance subsistent : perte de compétitivité, faible niveau des marges des entreprises, hausse des créances douteuses dans les bilans bancaires. Les bénéficiaires des « Renzinomics » se font attendre de même que les grandes réformes annoncées.

En Espagne, la conjoncture s'améliore. Le PIB a affiché une progression de 1,4 % en 2014. Le risque de déflation demeure le principal risque, mais il est toutefois à contrebalancer par la dépréciation de l'euro qui vient renforcer la compétitivité des exportations espagnoles, et par la reprise de l'investissement productif (en particulier dans la construction).

Sorti du plan de sauvetage, le Portugal retrouve le chemin de la croissance (+ 0,9 %). La situation financière des entreprises s'améliore progressivement : les marges se redressent et le nombre de faillites est en baisse.

Après les crises souveraines, l'Europe découvre aujourd'hui un risque inverse : celui de conserver une dette lourde qui pèse considérablement sur la reprise et entretient les pressions déflationnistes. En réaction, la Banque centrale européenne commence à mettre en œuvre les opérations de rachat de titres et celles de refinancement de très long terme annoncées en juin puis septembre, et travaille sur d'éventuelles mesures complémentaires. La croissance est également entravée par des événements géopolitiques à l'issue toujours incertaine, au premier chef la crise géopolitique russo-ukrainienne, qui affecte le moral des acteurs économiques.

JAPON : une reprise délicate

Après avoir longtemps souffert d'un contexte déflationniste, le Japon a engagé des réformes structurelles de grande ampleur destinées à transformer son économie. Après un démarrage en trombe fin 2012, les réformes économiques impulsées par le premier ministre Shinzo Abe s'essoufflent en 2014, notamment du fait de la hausse de la TVA en avril qui est un frein à un redémarrage de la consommation, même si l'inflation a nettement ralenti au cours du second semestre. Ainsi l'élan sous-jacent pour les investissements privés est faible. Le Fonds Monétaire International (FMI) prévoit une croissance de l'économie japonaise de 0,1 % en 2014, après 1,6 % en 2013.

Le déficit commercial du Japon a encore atteint un niveau inédit en 2014, pour la troisième année d'affilée. L'archipel avait glissé dans la récession en 2011, pour la première fois en 31 ans, conséquence de l'accident nucléaire de Fukushima qui a entraîné l'arrêt de l'ensemble des réacteurs du pays, d'où un recours accru aux hydrocarbures pour faire tourner les centrales thermiques. Ainsi, les achats extérieurs ont augmenté en valeur de 5,7 % sur l'ensemble de l'année, dépassant le montant des exportations qui ont pour leur part progressé de 4,8 %. La dégringolade des cours du pétrole a toutefois allégé la facture énergétique en fin d'année. De même, la reprise des exportations est vigoureuse : elles ont enchaîné en décembre leur quatrième mois de hausse (+ 12,9 %), en particulier vers les États-Unis (+ 24 %). Les économistes y décèlent les bienfaits de l'affaiblissement du yen, en particulier vis-à-vis du dollar, repli qui renforce la compétitivité à l'étranger des grandes firmes nippones. Certaines, à l'image de Nissan, ont même décidé d'accroître leur production « made in Japan » pour profiter au maximum de cette évolution des monnaies.

Le taux de chômage au Japon est descendu de 0,4 point à 3,6 % en moyenne sur l'ensemble de 2014, quatrième année de recul d'affilée et meilleur résultat depuis 1997. Le Japon se trouve dans une situation de quasi plein emploi et les offres sont plus nombreuses que les demandes : on observait en décembre 115 offres d'emploi pour 100 demandes, un ratio inédit depuis 22 ans, et la moyenne pour 2014 était de 109 pour 100.

La Banque du Japon a laissé entendre que la politique monétaire expansionniste pourrait être prolongée au-delà de 2014. Sur le plan budgétaire, les marges de manœuvre des autorités sont étroites. Le gouvernement aura besoin d'un fort rebond de la demande interne pour justifier la deuxième hausse prévue de la TVA, indispensable pour redresser les finances publiques mais pénalisante pour la reprise de la consommation.

ÉCONOMIES ÉMERGENTES : l'Asie toujours solide, l'Amérique latine à la peine

Les économies émergentes affichent une croissance plus faible en 2014 qu'en 2013.

La dynamique de croissance est toujours disparate au sein des zones. En Asie émergente, la tendance reste à la décélération en douceur. En revanche, les perspectives sont peu favorables sur fond de déséquilibres structurels en Amérique latine et de tensions géopolitiques en Europe centrale et orientale. Les devises des économies assorties de déficits courants massifs (Inde, Indonésie, Brésil, et Turquie notamment) demeurent sous pression.

Le ralentissement de la croissance chinoise se poursuit sans rupture jusqu'à présent (+ 7,4 % en 2014 après + 7,8 % en 2013). Elle devrait poursuivre sa croissance modérée dans les années à venir, étant donné son basculement d'un modèle fondé sur les exportations à un modèle reposant sur la demande interne.

L'économie indienne paraît pour sa part avoir renoué avec une croissance en modeste accélération. À l'inverse, la récession frappe à nouveau le Brésil, faisant face à des déséquilibres structurels (inflation, déficit courant) qui ne se résorbent pas. La Russie, confrontée à des sorties de capitaux croissantes, est à la lisière de la récession.

Si leur croissance reste globalement forte, les pays émergents subissent le retour de crises chroniques, avec des sorties de capitaux et des tensions récurrentes sur leurs taux de changes. En témoigne la volatilité des devises des « 6 fragiles » depuis 2009 : Brésil, Inde, Indonésie, Turquie, Afrique du sud, Russie. Deux pays d'Amérique latine ont été particulièrement éprouvés en 2014 par des risques majeurs de liquidité externe : le Venezuela et l'Argentine. Dans les deux cas, la Chine a joué le rôle de « pourvoyeur de liquidité » en dernier ressort.

Toutefois, plusieurs pays se démarquent par des tendances favorables. Le Vietnam a su stabiliser son taux de change, monter en gamme (comme en témoigne le dynamisme de ses exportations de produits électroniques) et attirer des investissements étrangers, notamment coréens, malgré un environnement des affaires difficile.

AUSTRALIE : les exportations fragilisées par le ralentissement chinois

L'économie de l'Australie a crû de 2,7 % en 2014 (+ 2,5 % en 2013). Les exportations, en hausse de 0,8 %, ainsi que la consommation des ménages, en hausse de 0,4 %, ont soutenu la croissance tandis que l'investissement privé a reculé de 0,5 % et les dépenses d'investissement public ont fléchi de 0,2 %.

Grâce à ses richesses minières, très demandées par les pays émergents, l'Australie est le seul grand pays développé à avoir échappé à la récession de 2008/2009. Mais les investissements dans le secteur minier vont peu à peu décroître en raison d'un ralentissement de la demande en Chine et de la baisse des cours de matières premières, en particulier du minerai de fer. Les exportations du secteur minier (charbon et minerai de fer) et énergétique (gaz de charbon et gaz naturel) sont largement dépendantes de la demande en provenance de la Chine (21 % pour les biens et services, 60 % pour le fer). Bien que l'Australie ait signé un accord de libre-échange avec la Chine qui lui permettra de renforcer sa position de partenaire privilégié, le pays doit s'adapter au ralentissement chinois.

Les exportations de services (tourisme, éducation) souffrent d'un désavantage de compétitivité-prix dû à la parité élevée de la devise australienne face à l'euro. Outre la mauvaise orientation de la balance commerciale, la balance des transferts et des revenus est également déficitaire. Ce constat est la conséquence de nombreux investissements directs étrangers générant des sorties de revenus, notamment dans le secteur minier. En outre, l'Australie est dépendante des travailleurs immigrés en raison d'une natalité faible.

Le secteur de la construction demeure bien orienté. En effet, les prix immobiliers ont continué à croître fortement en 2014 (+ 10 %) incitant les investisseurs à ne pas refreiner leurs achats. Pourtant, le marché australien doit être surveillé car les prix étaient surévalués de 30 % en 2013 selon l'OCDE. La dette publique représente 30 % du PIB en 2014, soit le niveau le moins élevé des grandes économies de l'OCDE.

NOUVELLE-ZÉLANDE : croissance soutenue par la propriété

La croissance néo-zélandaise s'est accélérée en 2014 (+ 3,2 % après + 2,5 % en 2013) en raison de la forte performance de la construction et du génie civil. La consommation des ménages est restée l'un des piliers de la croissance du pays (58 % du PIB nominal en 2014).

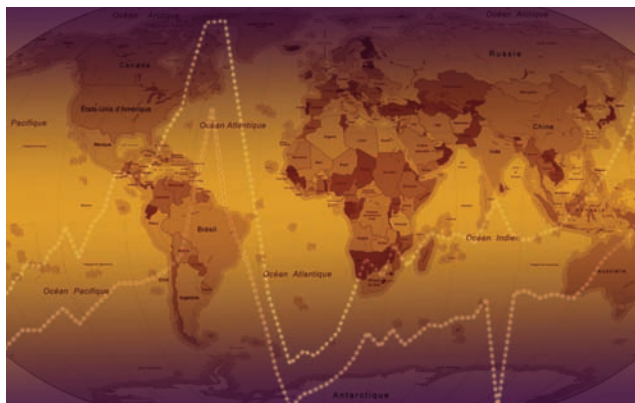
En 2014, la Nouvelle-Zélande a enregistré une augmentation de son déficit du compte courant, qui est susceptible de croître en 2015 : la balance commerciale est déficitaire en raison de la baisse du prix des exportations. En effet, les prix sur le marché mondial du lait ont chuté de 45 % entre février et septembre 2014. Leur volume de ventes a néanmoins augmenté de 20 % en 2014, ce qui représente un tiers des exportations totales.

L'Asie est un marché important pour la Nouvelle-Zélande, en particulier pour les produits laitiers. La Chine est le principal partenaire du pays et représente 21 % des exportations. Le gouvernement est donc un fervent partisan du Partenariat Trans-Pacifique, un accord multilatéral de libre-échange en cours de négociation entre l'Asie et le Pacifique. Le 15 novembre 2014, le pays a également signé un accord multilatéral de libre-échange avec la Corée du Sud après cinq ans de négociations, sur la suppression des barrières commerciales sur le bœuf, les kiwis et les produits laitiers. Ces accords renforceront la croissance des exportations du pays. Au niveau régional, le partenaire le plus proche est l'Australie, bien que depuis 2013, la Chine l'a dépassé en termes de volumes d'échanges.

Ces bonnes performances ont conduit à une baisse du chômage à 5,4 % au troisième trimestre de 2014, son plus bas niveau depuis 2009. Près de la moitié des créations d'emplois en 2014 l'ont été dans le secteur de la construction. Le risque d'une bulle immobilière est cependant présent et ce sera l'un des domaines prioritaires pour le nouveau gouvernement, élu en septembre 2014. La politique monétaire est restée souple, ce qui facilite les dépenses des ménages et l'investissement. ■

+3,3 %

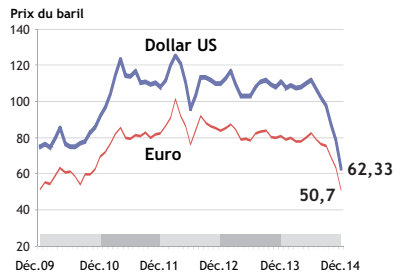
C'est la croissance de l'économie mondiale en 2014, stable par rapport à 2013.



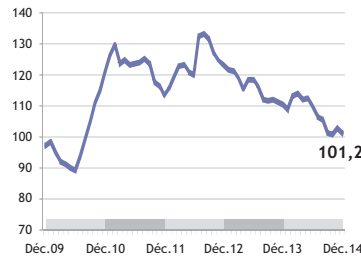
INDICATEURS

INDUSTRIE

Prix du pétrole (brent "daté")



Indice des prix des matières premières alimentaires



Indice des prix des matières premières industrielles



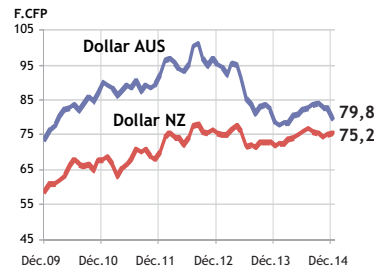
Source : INSEE

CHANGE

Dollar américain



Dollars australien et néo-zélandais



100 Yens



Source : Banque de Polynésie

INDICES BOURSIERS

Dow Jones



Nikkei 225



Eurostoxx



source : yahoo finance

ACTUALITÉ INTERNATIONALE - ANNÉE 2014

Janvier

le 13 • FRANCE - Industrie : Airbus a annoncé un nouveau record de commandes d'avions en 2013, battant son rival américain Boeing pour établir la meilleure performance commerciale de l'histoire de l'aéronautique. L'avionneur européen a également continué à augmenter sa production, pour la douzième année consécutive, avec un record de 626 appareils livrés en 2013 mais son rival de Seattle en a livré 648 et reste en tête. Les commandes nettes, c'est-à-dire après déduction des annulations, se sont montées à 1 503 unités, contre 1 355 pour l'avionneur de Seattle.

le 23 • ARGENTINE - Politique monétaire : l'Argentine a adopté une nouvelle stratégie monétaire, laissant le peso se déprécier face au dollar de 14 % en deux jours, du jamais vu depuis la crise économique de 2001, avec l'objectif d'envoyer des signaux de confiance aux marchés. L'inflation en Argentine a atteint 28 % en 2013 selon des instituts privés et s'annonce encore supérieure en 2014.

Février

le 11 • USA - Politique budgétaire : la Chambre des représentants a approuvé le relèvement du plafond de la dette de l'État fédéral jusqu'au 15 mars 2015.

Mars

le 10 • USA - Politique monétaire : la Banque de réserve fédérale continuera de réduire ses rachats d'actifs au rythme de 10 milliards de dollars par mois, et va préciser les modalités de l'ajustement de sa politique dite « de communication avancée sur les taux d'intérêt » (Forward Guidance). « Les taux resteront très bas jusqu'à ce que nous constatons des améliorations sur le marché de l'emploi et une hausse de l'inflation ».

le 11 • JAPON - Politique monétaire : la Banque du Japon a maintenu en l'état sa politique d'assouplissement monétaire à l'issue d'une réunion de son organe directeur, confiante dans la vigueur de la reprise nippone. L'institution va entre autres continuer d'augmenter de 50 milliards de yens par an son stock d'obligations d'État, qu'il rachète sur le marché secondaire.

le 13 • NOUVELLE-ZÉLANDE - Politique monétaire : la Reserve Bank of New Zealand (RBNZ) a décidé d'augmenter son principal taux directeur, l'Official Cash Rate (OCR), d'un quart de point. Inchangé depuis mars 2011, ce dernier passe ainsi, de 2,50 à 2,75 %. Les banquiers centraux néo-zélandais ont estimé que la croissance était suffisamment solide, avec un PIB attendu à + 3,3 % en glissement annuel sur l'année fiscale s'achevant en mars, et que les pressions inflationnistes liées à la vigueur de la demande interne commençaient à se préciser.

Avril

le 04 • CHINE - Plan de relance : les autorités centrales chinoises viennent de dévoiler un plan de relance ciblé, qui met l'accent sur le développement de l'infrastructure ferroviaire, et sur des mesures fiscales pour les petites entreprises. Le gouvernement a annoncé qu'il allait émettre pour 150 milliards de yuans d'obligations (24 milliards de dollars) afin de financer des projets ferroviaires. Un fonds de développement doté de 200 à 300 milliards de yuans (30 à 50 milliards de dollars) va être créé afin de soutenir ces projets.

le 07 • JAPON - AUSTRALIE - Commerce : le Japon et l'Australie ont annoncé la conclusion d'un accord de libre-échange, après sept années de difficiles négociations sur l'automobile nipponne et le bœuf australien : la taxe sur le bœuf australien, actuellement fixée à 38,5 % à son entrée au Japon, sera abaissée de façon progressive dans une fourchette de 20 à 30 %, tandis que la taxe à l'importation de 5 % pesant en Australie sur les voitures japonaises de petite et moyenne gamme sera supprimée. Le bœuf australien est la viande de bœuf étrangère la plus écoulee au Japon (36 % du marché nippon, viande locale comprise), et l'abaissement du droit de douane devrait doper ses ventes, aux dépens du bœuf américain entre autres.

le 24 • NOUVELLE-ZÉLANDE - Politique monétaire : après une première hausse le 13 mars, la banque centrale a relevé son principal taux directeur de 0,25 point à 3 % afin de contenir l'inflation générée par la reprise économique. L'économie néo-zélandaise a progressé de 3,5 % sur les douze derniers mois, grâce notamment aux prix élevés des matières premières agricoles.

Mai

le 21 • CHINE - RUSSIE - Commerce : Gazprom et China National Petroleum Corp (CNPC) ont signé un vaste accord de fourniture de gaz. Celui-ci prévoit l'exportation vers la Chine de 38 milliards de mètres cubes de gaz russe par an pendant trente ans à partir de 2018. Le gaz sera acheminé via un nouveau gazoduc reliant la Sibérie aux métropoles de la côte Est chinoise.

le 25 • UNION EUROPÉENNE - Élections : le parlement européen élu en mai 2014 est un peu plus à droite que le précédent, la percée des eurosceptiques est le fait le plus remarquable. Deux tiers des suffrages sont allés à des partis pro-européens, le tiers restant vers des partis eurosceptiques.

Juin

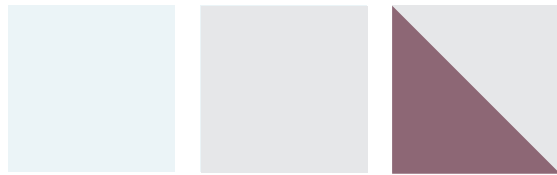
le 05 • ZONE EURO - Politique monétaire : la Banque Centrale Européenne (BCE) a baissé son principal taux directeur de 0,25 % à 0,15 %, un nouveau plancher historique. Elle a également abaissé son taux de prêt marginal à 0,4 % (contre 0,75 %) qui devient négatif (- 0,10 %) son taux de dépôt, qui rémunère les sommes que les banques placent à court terme dans ses coffres. Cette mesure, inédite pour une grande banque centrale, est censée encourager les banques à prêter aux ménages et entreprises.

le 12 • NOUVELLE-ZÉLANDE - Politique monétaire : la banque centrale relève à nouveau son taux directeur de 0,25 point à 3,25 %, pour la troisième fois consécutive, afin de contenir l'inflation générée par la reprise économique. L'économie néo-zélandaise a progressé de 4 % sur les douze derniers mois, grâce notamment à la reprise du secteur de la construction. Par ailleurs, le taux de chômage se stabilise à 6,0 % de la population active au premier trimestre 2014.

Juillet

le 17 • AUSTRALIE - Environnement : le Parlement australien a voté la suppression d'une taxe carbone mise en place il y a deux ans par un gouvernement travailliste pour réduire les émissions carbone et lutter contre le changement climatique. Le secteur minier (minerai de fer, charbon, cuivre...), le moteur de la croissance australienne depuis quinze ans avec plusieurs géants du secteur, dont Rio Tinto et BHP Billiton, avait vivement critiqué cette taxe. Le premier ministre, Tony Abbott, arguait que le coût de cette taxe était supporté par les consommateurs, par des factures d'électricité plus élevées.

le 23 • NOUVELLE-ZÉLANDE - Politique monétaire : la banque centrale de Nouvelle-Zélande (RBNZ) a décidé d'augmenter son taux directeur principal de 25 points de base à 3,5 %, afin de maintenir l'inflation près de sa cible de 2 %. Au total, le taux a crû de 100 points de base depuis mars 2014. L'indice des prix à la



consommation augmente de 1,6 % en glissement annuel au deuxième trimestre, après + 1,5 % au premier trimestre, principalement en raison de l'augmentation du coût du logement. En juin 2014, la Nouvelle-Zélande a enregistré, pour le troisième mois consécutif, une diminution de son excédent commercial à 247 millions de dollars NZ, contre 270 millions au mois de mai.

le 31 • UNION EUROPÉENNE - Finances : les Bourses européennes ont terminé la journée en net retrait face aux inquiétudes géopolitiques ; les dirigeants de l'UE ont adopté des sanctions économiques contre la Russie pour contraindre le président Vladimir Poutine à cesser de soutenir les séparatistes prorusses dans l'est de l'Ukraine.

Août

le 01 • FRANCE - Épargne : dans un contexte de très faible inflation, le taux du Livret A est porté à 1 % à compter du 1^{er} août 2014. Selon la formule de calcul, ce taux aurait dû être ramené à 0,5 % mais le Gouvernement a préféré préserver la rémunération de l'épargne des Français.

Septembre

le 04 • ZONE EURO - Politique monétaire : la Banque centrale européenne a abaissé le taux principal de refinancement de 10 points de base à 0,05 % et réduit le taux de facilité de dépôt à - 0,2 % de - 0,1 %. La BCE a également annoncé qu'elle allait commencer à acheter des titres de créance et d'obligations sécurisées pour faciliter le flux de financement bancaire à l'économie.

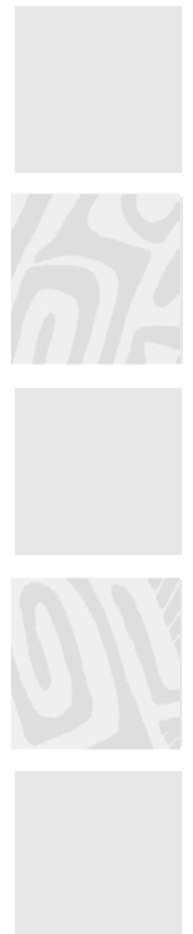
le 15 • FRANCE - Transports aériens : les pilotes de la compagnie aérienne Air France entame une grève de deux semaines : Air France-KLM veut faire de sa filiale Transavia un des « leaders du low-cost paneuropéen », avec une flotte de 220 avions contre une cinquantaine aujourd'hui. L'objectif étant de rendre ses activités court et moyen-courrier, qui lui ont coûté une perte 200 millions d'euros au premier semestre, enfin rentables. Les pilotes, qui craignent une harmonisation de leurs conditions de travail avec celles de leurs homologues européens, souvent moins avantageuses, réclament un seul contrat pour tous les vols exploités par la compagnie Air France.

le 30 • FRANCE - Entreprises : le nombre de défaillances d'entreprises a augmenté de 7,5 % au troisième trimestre 2014 pour atteindre un niveau similaire à celui de l'été 2009.

le 30 • CHINE - Industrie : le Premier ministre Li Keqiang a annoncé le lancement d'investissements dans les réseaux de transport d'information, de conservation d'eau et de protection environnementale. Ce soutien à l'économie s'accélère depuis le début du deuxième semestre 2014. Il répond à un retournement des secteurs de l'immobilier et de la construction. Le secteur tertiaire, jusqu'ici le plus dynamique, connaît lui aussi un tassement de sa croissance. La Chine pourrait aussi décider d'investir massivement dans le secteur ferroviaire, ce qui lui permettrait d'absorber la surcapacité enregistrée dans les secteurs de l'acier, du ciment et des matériaux de construction.

Octobre

le 31 • JAPON - Politique monétaire : la Banque du Japon (BoJ) a décidé d'assouplir davantage sa politique monétaire, en augmentant son programme de rachat d'actifs, dans l'espoir de donner un coup de fouet à une économie chancelante. Cette annonce, qui survient deux jours après une démarche inverse de la Réserve fédérale américaine (Fed), a instantanément propulsé la Bourse de Tokyo et le dollar à des niveaux inédits depuis près de sept ans. Dans un communiqué publié à l'issue d'une réunion de son comité directeur, la BoJ a fait savoir qu'elle allait désormais augmenter la base monétaire de 80 000 milliards de yens (583 milliards d'euros) par an, contre 60 000 à 70 000 milliards auparavant.



Novembre

le 04 • ÉTATS-UNIS - Politique : les élections de mi-mandat ont été perdues par les démocrates qui ne contrôlent désormais aucune des deux chambres du Congrès américain. C'est un désaveu du président Obama qui a pourtant réussi à faire baisser le taux de chômage à moins de 6 %, grâce à une croissance à plus de 3 % au troisième trimestre 2014, tout en ayant mis en place l'Obamacare. Les Américains ne ressentent pourtant pas un retour de la prospérité.

le 16 • MONDE - G20 : les chefs d'État et de gouvernement du G20 se sont mis d'accord sur des mesures destinées à stimuler la croissance et à obtenir davantage de transparence fiscale, dans la droite ligne des projets défendus notamment par l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). Ils ont également convenu d'une action résolue sur le climat, précisant dans leur communiqué final qu'ils soutenaient notamment le fonds vert de l'ONU, destiné à aider les pays en développement à s'adapter aux effets du réchauffement climatique.

le 26 • UE - Investissements : le président de la Commission européenne décide, pour relancer l'économie de l'Union, d'un plan d'investissement de 21 milliards d'euros confié à un Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS). La Commission européenne table sur un investissement global (public et privé) de 315 milliards d'euros, et a reçu 2 000 projets pour une somme d'une valeur supérieure à 1 300 milliards. Parmi ces projets, des programmes de réhabilitation énergétique de bâtiments, des aides à des clusters, des lignes ferroviaires à grande vitesse... des projets dans les domaines de l'innovation, de l'éducation, du numérique, et de l'énergie. La France propose l'extension du port de Calais, un gazoduc val de Saône, des prêts aux entreprises dans la robotique...

Décembre

le 23 • ONU - Climat : l'accord conclu à Lima, lors de la 20^{ème} conférence de l'ONU sur le climat, pose les bases du futur pacte multilatéral qui doit être conclu fin 2015 à Paris pour limiter le réchauffement climatique. Si l'Union européenne s'engage à diminuer ses émissions de gaz à effet de serre (GES) de 40 % d'ici 2030, les deux premières économies mondiales s'engagent de réduire d'un quart leurs émissions de GES en 2025 (point de départ les émissions de 2005), ce qui est une vraie avancée. Le Fonds vert pour le climat, alimenté par les pays développés pour aider les pays les plus pauvres à faire face au changement climatique, atteint 10 milliards de \$US.

le 23 • JAPON - Élections : Shinzo Abe est reconduit sans surprise au poste de premier ministre. Cette élection a suscité peu de passion dans l'archipel nippon confronté à l'inefficacité de toutes les politiques économiques. Il demeure désespérément englué dans la déflation.

le 31 • MONDE - Énergie : le cours moyen du baril de Brent a chuté à 63 \$US en moyenne au mois de décembre 2014, soit le niveau le plus bas depuis avril 2009. Cette baisse est la conséquence d'une baisse de la demande et d'une hausse de l'offre : le ralentissement très important de l'économie chinoise réduit la demande, et la hausse plus rapide que prévu de la production de pétrole (non conventionnel) aux États-Unis à laquelle s'ajoute le refus de l'Arabie Saoudite de baisser davantage sa production, font progresser l'offre.

TOUTES LES STATISTIQUES SONT DISPONIBLES SUR WWW.ISPF.PF